

COMPTE RENDU DE LA PLÉNIÈRE

2 décembre 2019

Paris, c/o CNAJEP

Présent.es

Matina Deligianni	Bureau, présidente de Cotravaux	(Solidarités Jeunesses)
Stéphane Victorion	Bureau, membre	(CORAC – CJPCA))
Marco Paoli	Bureau, Trésorier	(Concordia)
Olivier Lenoir	Bureau, membre	(Union REMPART)
Elise Guilloton	CORAC	
Nils Guyot	Cotravaux Nouvelle Aquitaine	(SJ Sem&Vol)
Agathe HAMEL	Cotravaux Nouvelle Aquitaine et Concordia	
Antoine Voisin	Cotravaux Auvergne Rhône Alpes	(Association RESTe !)
Angéline Martin	Cotravaux Ile de France	(GRIF- REMPART)
Marie-Christine Abiska	Jeunesse et Reconstruction	
Alexis Gouere	Jeunesse et Reconstruction	
Éline Brulard	Service Civil International	
Marion Seidenbinder	Etudes et Chantiers (ANEC)	
Chantal Savignac Serres	Cotravaux Occitanie	(Le Bastidou- REMPART Occitanie)
Elodie Caille-Bonnot	Solidarités Jeunesses, Coordinatrice des Échanges Internationaux	
Anthony Crochu	Concordia, Coordinateur international	

Excusés

Guillemette CHAMP	Cotravaux Pays de la Loire	(Concordia Normandie Maine)
-------------------	----------------------------	-----------------------------

Équipe de Cotravaux :

Véronique Busson	mission Volontariats
Simon Demarest	mission Observo – communication
Jonas Jaccard	stagiaire
Françoise Doré	Déléguée Nationale

Documents de préparation : questionnaire aux régions

Tour de table des personnes présentes

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Adopté

2. ADOPTION DE COMPTE RENDU

- CA du 15 octobre 2019 : adopté

3. TOUR DES RÉGIONS

3.1. État des lieux et éléments significatifs de l'année 2019 et perspectives 2020

(Consolidation des données chiffrées renseignées par les questionnaires : mis en annexe).

➤ **Provence Alpes Côte d'Azur** 79 sessions (52 projets)

4 concertations maintenues avec l'ensemble des financeurs : février, mars, avril et novembre. Ce calendrier sera reconduit en 2020. Bon investissement des services. Travail en cours, confié à la CORAC pour l'optimisation des fiches projets afin de mieux valoriser les données collectées.

Présences de la DRJSCS, DRAC, DREAL (bien que celle-ci soit très peu force de proposition), de DDCSPPs, du Conseil régional, de conseils départementaux (84, 05, 13, 06). Nouvel interlocuteur à la DRJSCS, motivé par les chantiers.

Financements :

- 2019 : hausse exceptionnelle des financements de la DRJSCS et de la DRAC.

- Diminution de 25 % du Conseil régional

- déconvenues avec la DREAL avec des refus de dossiers

Annonce de baisses pour 2020.....

La réorganisation des services a rendu impossible en 2019 le renouvellement de la convention triennale de la CORAC avec la DRJSCS ; cependant soutien de 15.000€ en CAO¹ pour produire l'étude annuelle, assurer le soutien logistique au processus de concertation, etc. La CAO devrait être signée par le rectorat ... quand les interlocuteurs seront identifiés.

✓ La journée d'ouverture des chantiers s'est très bien déroulée en juillet, avec des animations spéciales avec les bénévoles et moins de discours (apprécié !).

✓ Un dossier a été déposé par la CORAC dans le cadre du FEJ² en réponse à l'appel à projet APRURAL³. L'idée de déposer un projet commun avec Nouvelle Aquitaine a été abandonnée. En attente de la sélection.

Inquiétudes / enjeux 2020 :

✓ 2 associations n'auront sans doute pas de chantiers en 2020 : Action d'Urgence Internationale (cessation d'activité) et Alpes de Lumière. L'idéal serait de poursuivre les chantiers qu'elles organisaient afin que le nombre de chantiers soit stable en 2020.

✓ Deux nouvelles associations ont contacté la CORAC, mais les projets n'aboutiront sans doute qu'en 2021.

➤ **Occitanie**

En 2019, les concertations sont restées différenciées pour la DRJSCS (14 février) et le conseil régional (14 mars). La prochaine concertation se tiendra en décembre à Toulouse, avec une présence de la DRJSCS par visioconférence. La DREAL est absente.

Le nombre de chantiers réalisés n'est pas encore consolidé pour 2019.

En juillet, la visite officielle annuelle s'est faite sur un chantier de Concordia à Mons la Trivalle (Hérault), dans un Espace Naturel Sensible : journée réussie avec la venue de plusieurs personnes du Conseil régional et de la DRJSCS (dont Corinne Lenain chargée du dossier chantiers et des personnes du pôle cohésion sociale), des élus du conseil départemental, des communes et des techniciens des Espaces Naturels, les représentants des associations de Cotravaux.

¹ Convention Annuelle d'Objectifs

² Fonds d'expérimentation jeunesse

³ Expérimenter des dispositifs innovants au bénéfice des jeunes en milieu rural

Financements :

Les financements chantiers ne sont destinés qu'aux associations membres de Cotravaux.

Deux enveloppes assez équivalentes de 60.000€ pour la DRJSCS et le Conseil régional, mais les modalités d'attribution sont différentes :

- 900€ à 1.000€ via le compte association pour la DRJSCS ;
- enveloppe forfaitaire de 900€ / chantier pour le Conseil régional qui ne prend pas en compte tous les chantiers (i.e. chantiers famille). Ce financement est plafonné, donc même si le nombre de chantiers augmente, les financements sont stables. Cotravaux doit se mobiliser pour qu'il y ait une évolution ; déjà les vice-présidents venus à la journée officielle ont été sensibilisés au sujet.

La DRAC Occitanie est un vrai problème à la fois par son fonctionnement en gestion séparée (pas de fusion effectuée) et par les fonctionnaires qui ne sont pas présents en concertation.

➤ **Nouvelle-Aquitaine**

Environ **103 sessions de chantiers**

Deux concertations par an : l'une de programmation au printemps, sur le site d'une association et en fin d'année pour le bilan (la prochaine sera dans les locaux de la DRAC).

Sont présents :

- 3 DRAC des anciennes régions.
- des représentants de l'éducation nationale : dans le cadre des projets créés par les lycéens : « architecte de mon établissement ». Les associations de Cotravaux sensibilisent les jeunes ou les accompagnent vers leurs projets (il n'y a pas de chantier effectué à proprement parler).
- la PJJ : des places sont réservées pour des jeunes, mais en 2019 le calendrier a été un peu serré et moins de jeunes sont venus que prévus.
- La DREAL est absente depuis 3 ans. La baisse des subventions est liée à une diminution globale et il n'est pas évident de comprendre où va leur soutien.

Le Conseil régional et la DRJSCS ont une forte attente quant à la qualité des dossiers. L'idée est donc que Cotravaux Aquitaine mette en place des outils pour aider les petites structures à faire leur dossier.

Une rencontre interchantiers s'est tenue en juillet à Tramasset (Gironde). Malheureusement le Conseil régional organisait un autre évènement pas très loin, aussi la mobilisation des élus a été très faible.

Un séminaire de 2 jours a eu lieu dans les Landes, avec 6 associations, la région et la DRJSCS car ce département n'accueille aucun chantier : message d'invitation aux acteurs locaux pour organiser une action en 2020.

Financements

Le Conseil régional mobilise 236.000€, soit 15 % du budget global d'un chantier (soutien max. 3.000€). Cette règle crée une distorsion car pour atteindre ce ratio, il faut être une grosse structure.

La DRJSCS finance pour 60.000€ et calcule son soutien selon les jeunes accueillis sur un chantier : si ce sont des mineurs (1000€), ou des jeunes adultes (800€).

Le contexte régional – politique et financier - est très favorable autour des questions de jeunesse, de la mobilité ; les moyens financiers sont multiples. En contrepartie, il y a une exigence de qualité.

➤ **Île-de-France**

31 sessions de chantiers (vingtaine de sites – 5 en QPV)

Environ 450 bénévoles accueillis.

Il y a une vraie concertation entre les associations, la DRJSCS, la DRAC, la DRIEE.

Une journée interchantiers a eu lieu à La Ferté Allais (Essonne), sur un site de Vir'Volt : le fait que la DRJSCS ait débloqué des moyens financiers pour cette journée, a facilité l'organisation des transports (location de bus) et du repas collectif.

Financements

Le regroupement des lignes Jeunesse et Quartiers prioritaires de la Ville pour les chantiers n'a pas entraîné de diminution des crédits pour soutenir les chantiers.

DRIEE : Les financements sont passés de 4.000€ à 2.000€ (1 chantier) en 2019. Les critères sont assez flous, mais ce service est présent à la concertation.

DRJSCS : elle a établi en 2019 des ratios entre % de jeunes franciliens / % de jeunes en QPV / % de jeunes internationaux. Les associations ont réagi à cette pratique qui aurait dû être annoncée dès la programmation et dont le principe (quotas) est discutable et par ailleurs, difficilement atteignable par chantier. Les associations ont plaidé pour la prise en compte des zones rurales franciliennes afin que l'objectif « QPV » ne prenne pas le pas sur tout, comme à la DRAC qui l'a imputé sur des chantiers inscrits. (NB : la DIRECCTE 95 soutient des projets en rural). La DRJSCS a donné la priorité absolue au plan insertion jeunesse avec les QPV pour pallier le risque que les quartiers s'embrasent. La réunion pour le bilan 2019 a mis en évidence les difficultés rencontrées, mais le non respect des quotas n'a pas eu d'effets sur les financements des chantiers. Crainte des associations que l'application des critères soit plus stricte en 2020.

Bien que la « concertation » soit bonne, les quotas l'ont remise en question : cela signifierait discuter des critères ensemble, administrations et associations, et non pas de façon unilatérale.

Pas de financements du Conseil régional. Auparavant, le GRIF recevait des aides pour les investissements. En 2019, financements obtenus sur la ligne « Patrimoine et valorisation des métiers » à hauteur de 10% des justificatifs de dépenses. Vir'Volt a eu des financements pour des jeunes franciliens ayant peu de moyens pour l'accès aux vacances. L'appel à projets a été lancé en mars par le CR et la réponse reçue fin juillet.

Cotravaux IDF envisage de faire une demande de financement collective à la DRIEE pour cofinancer une action en lien avec les pratiques éco-responsables.

➤ **Hauts de France** **132 sessions de chantiers** (48 projets)

Il y a deux plateformes pour déposer les dossiers.

La DRJSCS va déménager à Lille le 1^{er} juin, au rectorat pour devenir DRAJES (Direction Régionale pour l'Accompagnement de la Jeunesse, de l'Engagement et des Sports).

Financements :

Conseil régional : environ 70.000€ basée sur un forfait « fonctionnement » selon la journée : chantiers mineurs / majeurs / animateurs.

DRJSCS : montant non connu.

Soutiens de la DRAC, des DDCSC de l'Oise, du Nord, de la Somme, de l'Aisne et Pas de Calais

La tentative initiée par le SCI d'organiser une rencontre interchantiers en 2019, n'a été suivie que par 2 autres associations : problème de transports des groupes ? A voir si des rencontres en département seraient plus faciles en 2020...

➤ **Auvergne-Rhône Alpes** **86 sessions de chantiers** (75 projets)

1.389 jeunes.

Deux concertations ont eu lieu en 2019 : en mai pour la programmation ; la concertation de bilan aura lieu en janvier 2020. Préparation par un binôme DRJSCS et Cotravaux Auvergne-Rhône Alpes. Ce travail permet d'instaurer la confiance entre les associations et les services extérieurs des ministères.

Deux journées Portes Ouvertes ont été organisées en septembre et ont réuni des partenaires de l'État, des élus de départements et communes, le président du Parc Naturel du Vercors :

✓ Côté Rhône Alpes à Vassieux en Vercors dans la Drôme, sur un chantier de Concordia,

✓ Côté Auvergne à Fontanges (Cantal) sur un projet de Caciaura (Etudes et Chantiers).

Financements :

Un tableau Excel très complet est présenté avec l'ensemble des projets, leur nature, le nombre de jeunes (et profils), les financements demandés et obtenus (dont les contributions en nature).

DRJSCS : 99.000€

DRAC : 39.300€

DREAL : 10.000€

3.2. Problématiques et enjeux identifiés par le collectif régional, les associations

➤ **Auvergne-Rhône Alpes**

Cotravaux Auvergne Rhône Alpes est toujours empêtré dans la déclaration post fusion des deux associations régionales. Avoir déclaré 4 co-présidents (mais pas de trésorier) a compliqué les premières démarches.

Le fonctionnement du collectif n'est pas encore fluide ; les associations n'ont pas forcément les mêmes agendas, et il est difficile de trouver des temps communs pour travailler. Le renouvellement des personnes dans les associations compliquent la possibilité de donner du temps au collectif, même si les renouvellements de personnes donnent aussi de nouvelles énergies.

Un nouveau dossier a été déposé au FDVA pour poursuivre la formation aux outils collaboratifs : 3.000€ obtenus. Il y a lieu de s'organiser pour le calendrier de la formation. Le wiki est un outil qui facilite le travail en réseau, mais il ne fait pas tout et il faut l'animer. Le réseau est composé d'acteurs de tailles et de formes diverses, avec et sans salariés. Si Cotravaux se prévaut d'être un réseau, il faut être vigilant et s'assurer que toutes les associations sont parties prenantes du collectif et n'en décrochent pas.

➤ **Provence Alpes Côte d'Azur**

La salariée de la CORAC a demandé à suivre une formation aux outils collaboratifs.

✓ Deux formations de bénévoles ont été obtenues (accord appris très tardivement) : l'une sur un volet technique (restauration) et l'autre sur les accueils de mineurs (projet éducatif).

✓ Les associations seraient intéressées à trouver un partenaire pour proposer une formation avec une spécialité « chantiers de bénévoles » dans le cadre de l'approfondissement du BAFA.

✓ Une refonte du site web est en cours d'ici mars 2020.

✓ La CORAC a 5 postes de jeunes en service civique : l'un à la CORAC, 4 en intermédiation à Alpes de Lumière, Neige et Merveilles, CJPCA, APARE.

✓ Suite à des départs, une remise à plat du fonctionnement du collectif, du conseil d'administration, s'est opérée.

Le dossier FEJ « jeunes en milieu rural » va demander de dégager des temps communs de travail.

La préoccupation du moment est la vitalité des associations, leur capacité à continuer à organiser des chantiers dans la région. D'une vingtaine d'associations, la CORAC est passée aujourd'hui une quinzaine de membres. Les petites associations rencontrent des difficultés, d'autres sont fragiles et vont arrêter :

- l'Action d'Urgence Internationale a annoncé la cessation de ses activités. A voir ce que deviendra la poursuite de son chantier à l'Argentière-la-Bessée (05).
- Alpes de Lumière : départ de la coordinatrice des chantiers ; depuis il n'y a plus d'interlocuteur.
- Planète Sciences va arrêter d'organiser des chantiers pendant deux ans.
- l'APARE sort de grosses difficultés financières.

L'objectif est donc de maintenir le nombre de chantiers en 2020 à hauteur de 2019 (~env. 50 projets)

Autre enjeu à venir : la fusion entre services de l'Éducation nationale et Jeunesse, la disparition à terme des DD.

Observation / recommandation :

Les calendriers et règles en vigueur en PACA ajoutent des contraintes, dans un contexte lui-même instable (exemple le dépôt des dossiers 2020 pour fin décembre 2019, qui plus est, lors d'une année avec des élections communales) : n'y-a-pas-t-il lieu d'assouplir, d'adapter afin d'atteindre les objectifs de qualité autrement et ainsi s'adapter à ce que vivent les acteurs ?

➤ Nouvelle-Aquitaine

Les associations de Cotravaux Nouvelle Aquitaine s'interrogent : jusqu'à quel point doivent-elles faire le travail qui reviendrait à la DRJSCS (i.e. accompagnement de petites structures pour faire du chantier). En même temps, le soutien fort de la DRJSCS est précieux.

La DRJSCS soutient un mi-temps salarié pour la coordination du collectif. Par contre, l'engagement promis par le Conseil régional n'interviendra qu'en 2020 et le poste FONJEP ne sera pas reconduit en 2021 (en tous cas, pas selon le fonctionnement actuel. La pérennisation du poste se pose donc à terme et le fonctionnement du collectif. Il faut encore structurer le réseau en tenant compte des associations qui ont moins de force salariale, en les soutenant dans l'élaboration de leurs dossiers.

Malgré un intérêt pour le projet, pas de dépôt au Fonds d'expérimentation jeunesse sur la problématique de la mobilité des jeunes ruraux.

1^{er} Février 2020 : réunion de travail sur les projets selon la Charte Nationale (instruction de 2001).

➤ Île-de-France

Les associations font un bon travail en collectif et se voient régulièrement. L'accueil d'une volontaire en service civique a permis en 2019 d'entretenir des liens plus forts entre les associations (alternance d'une semaine de présence dans chaque association).

✓ Le FDVA a soutenu une formation d'animateurs (2 jours). Par contre, le dossier auprès du « FDVA 2 » sur les outils collaboratifs n'a pas été retenu.

✓ L'étude sur les chantiers en milieu urbain a été rendue, sans scoops qui en ressortent, mais des évidences dans les modes de préparation et d'action.

✓ Cotravaux Ile de France a adhéré en direct à la CRAJEP IDF.

✓ Priorités actuelles des partenaires : Les services de la DRJSCS mettent l'accent sur chantiers avec les mineurs et le thème des violences faites aux femmes.

➤ Occitanie

Cotravaux Occitanie n'existe toujours pas officiellement en préfecture : la dénomination est restée Cotravaux Midi-Pyrénées, malgré les courriers et déclarations successives depuis que la fusion a été effectuée.

✓ Bonne entente des associations, mais la difficulté principale est la disponibilité de chacun. Difficile dans ces conditions de projeter l'accueil d'un-e volontaire en service civique ou d'un-e salarié-e.

✓ Suite au départ de Michel Connan qui a été longtemps investi au CRAJEP et ses instances, Chantal va continuer cette participation.

Pour information : le siège de l'AUI (Action d'Urgence Internationale) est en Occitanie.

Recommandation :

Cotravaux national se tient à la disposition des associations régionales pour faciliter les démarches administratives de déclaration si besoin.

4. ACTUALITÉS des régions – du national

4.1. Accueils collectifs de mineurs et séjours spécifiques

Le ministère a diffusé en région une note sur la réglementation des chantiers internationaux accueillant des mineurs qui doivent se déclarer en séjours spécifiques.

Cotravaux est intervenu auprès de la DJEPVA pour pointer les incohérences de ce texte qui va à l'encontre de l'instruction interministérielle et de la Charte nationale (des chantiers) sur laquelle s'adosent les séjours spécifiques.

Cette fiche est destinée avant tout aux associations qui organisent des chantiers de solidarité internationale (VVV.SI - JSI), avec des groupes, plutôt à l'étranger en France. Elle a été produite par le Bureau des relations internationales avec le soutien de celui des accueils collectifs de mineurs pour rappeler la réglementation en vigueur aux organisateurs qui la méconnaissaient. « Elle n'avait pas pour objet de poser de nouvelles obligations réglementaires » nous a répondu l'administration.

Une réunion devrait se tenir avec la DJEPVA. A suivre⁴.

4.2. Organisation des services de l'État

✓ Ce point a été abordé dans le tour des régions. Les pôles jeunesse, vie associative, des DRJSCS s'apprêtent à rejoindre les rectorats et à devenir des DRAJES : Directions Régionales pour l'Accompagnement de la Jeunesse, de l'Engagement et des Sports. Le problème actuel est qu'il y a 18 régions académiques et plusieurs rectorats coexistent dans les régions (2 à 3), sauf en Bretagne, Centre Val de Loire Pays de la Loire, Normandie.

Dans l'immédiat, il est question de nommer un rectorat « chef de pôle » pour la JEPVA : Jeunesse, Éducation Populaire, Vie Associative.

✓ La DRIEE Ile de France va fusionner avec d'autres services : elle se transforme en DRIEA : direction régionale et interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Ile de France.

4.3. Service National Universel : comment cela se passe-t-il dans votre région ?

- Auvergne Rhône Alpes : Pas de sollicitation aux associations de Cotravaux ;
- Occitanie : Corinne Lenain a demandé la liste des chantiers de la région pour les présenter lors du séjour de cohésion où elle intervenait à l'un des modules ;
- Haute Saône : sollicitation auprès du centre de Beaumotte... pas de suite donnée par SJ ;
- PACA : l'APARE a reçu une demande pour l'hébergement du séjour de cohésion ;
- Nouvelle Aquitaine : la CEPJ n'est pas très offensive sur ce dossier. Par contre, les associations ont entendu que si elles ne faisaient pas de propositions pour la phase « mission d'intérêt général », alors elles seraient en difficulté... D'autant que les équipes de la DRJSCS sont mobilisées pour le déploiement du SNU en 2020 : recrutement des jeunes et recherche des hébergements.
- Ile de France : pas de contact. Seule, l'association Vir'Volt (SJ) a été contactée sur les départements 77 et 95.
- REMPART : a reçu la demande de 2 familles des Ardennes qui recherchent pour 3 jeunes des chantiers dans le cadre des missions d'intérêt général. Or, il n'y a pas de chantier dans les Ardennes : aller dans des départements limitrophes ou plus lointains pose la question de qui prend en charge les déplacements. Si les jeunes ne trouvent pas de « MIG » qui les intéressent à proximité pour s'engager : quelle équité du dispositif ? Contrainte de la proximité ?...

Véronique Busson fait état des réflexions et discussions d'autres réseaux :

- opposition ou pas, la question est sur le fond et les visions de ce projet : quelle émancipation vise-t-on ?
- instrumentalisation de l'engagement ?

Il y a un travail à faire.

⁴ La réunion s'est tenue le 9 janvier 2020. Une nouvelle note a été diffusée.

4.3. 1259 intercommunalités en France : avons-nous des stratégies communes à développer ?

La venue des élections nous amène à réfléchir car de nouvelles données seront à l'œuvre après les élections municipales, la venue de nouveaux élus.

- **Ile de France** : le travail se fait plutôt au niveau des communes. Rien de spécifique avec les communautés d'agglomérations (Le GRIF a un projet avec une communauté).
Pas de financements identifiés. Si on travaille à ce niveau, il faut que l'action rayonne sur tout le territoire : i.e. Plaine Commune, Parc Naturel Régional...
- **PACA** : le chantier de jeunes ne rentre pas trop dans ce cadre. Possibilité parfois qu'un projet tisse des liens entre des communes. Un projet s'est déroulé dans le champ de l'insertion il y a quelques années : rencontres et informations avec l'intercommunalité. Certains chantiers réalisés dans un Parc Naturel peuvent amener des compétences aux employés communaux qui y participent.
- **Nouvelle Aquitaine** : le dialogue avec des intercommunalités existent dans la région, notamment Les Landes. Les projets des associations autour de la mobilité intéressent les communes et pourraient apporter des cofinancements.
- **Auvergne Rhône Alpes** :
Les intercommunalités mettent les associations en concurrence avec d'autres qui sont extérieures aux territoires, dans une logique du moindre coût. Les associations ont le sentiment d'être utilisées.

Observation :

Les intercommunalités ont accru leurs territoires par des fusions multiples. Il faut identifier les différentes façons de faire dans les régions, les territoires.

Les intercommunalités ont des compétences en matière de tourisme et cela peut intéresser les associations, poser de nouveaux enjeux (après les élections).

Nous aurions intérêt à éduquer les élus en leur montrant les champs multiples dans lesquels les associations interviennent.

il faudrait identifier les regroupements d'intercommunalités qui se sont créés sur des thématiques.

Il faut continuer à en parler dans le réseau.

5. SYNTHÈSE DES ÉCHANGES

En résumé, un des sujets suivants pourrait faire l'objet d'un travail à la prochaine plénière (mars):

☞ **Les actions** : Travail autour de la présentation des projets / fiches d'action
Formation des animateurs

☞ **Le fonctionnement des collectifs** :
Les financements ; les moyens humains (coordination bénévole, salarié-e), accueil de volontaires

☞ **Les aspects formels / juridiques** : existence, statuts

Discussion ouverte
THÈME : LE SENS DE NOS PROJETS

Après un temps d'échanges au conseil d'administration le 15 octobre, plusieurs constats étaient partagés :
- il y a une « perte de vitesse » dans la fréquentation des chantiers depuis 10 ans
- la baisse touche les accueils de bénévoles en France et les départs de français à l'étranger.

Il y a lieu d'aller plus loin que les constats et de s'interroger par exemple sur :

- *Quelles modalités sont mises en œuvre pour montrer le sens de nos projets, assurer la qualité des actions ?*
- *Les chantiers réalisés sont-ils à la hauteur des enjeux dans les territoires ?*
- *Les manières de faire des partenaires impactent-elles les fondamentaux que nous visons ?*
- *quels arguments utilise-t-on vis-à-vis des partenaires financiers / de projets ?*

❶ La **qualité des projets** se décline au pluriel car il y a plusieurs facettes : techniques et relationnelles. L'exigence de qualité affecte :

- le vivre ensemble d'un groupe de bénévoles, l'implication dans la vie culturelle (autour du chantier) ;
- la relation avec les habitants de la commune où se tient le chantier, avec les responsables, les élus ;
- la qualité est en lien aussi avec l'objet du chantier : le sens du projet, l'intérêt général sont-ils perçus par les bénévoles.

Il y a un travail de préparation par les associations pour repérer le travail à réaliser et questionner tous les aspects du chantier, au-delà de la réalisation technique, dans les rencontres avec la commune, ou l'association locale :

la technicité de chantier l'encadrement nécessaire	Des encadrants pédagogiques formés à faire le lien avec les encadrants techniques ; Mise à disposition d'employés communaux : elle doit se préparer car ceux-ci n'ont jamais travaillé avec des bénévoles ou des jeunes étrangers.
Viser que les bénévoles voient ce qu'ils ont fait à la fin d'une session de chantier / du projet.	Par exemple, sur des chantiers de restauration qui durent longtemps, il est nécessaire de séquencer les tâches, les réalisations pour que les bénévoles identifient à quelle étape ils ont contribué.
Visibilité de la réalisation	Réaliser une action qui montre son utilité et que la « production » est belle.
les différents acteurs du territoire sont-ils mobilisés ?	Créer des interactions avec les habitants, le territoire. L'intégrer à la réalisation du chantier
Localisation du chantier	Trouver de préférence un lieu où les habitants vont passer et voir le travail qui s'y déroule... sinon provoquer les moments de découverte du lieu.

Remarques :

☞ Le « support technique » du chantier n'est pas un **prétexte**, même à la rencontre... En tous cas, ce n'est pas le vocabulaire qu'utilisent toutes les associations.

La CORAC, par exemple, a fait monter en puissance la technicité des projets des associations.

☞ Pas toujours facile de tout décrire dans les descriptifs de chantiers car les programmes s'élaborent tôt et il manque des détails. Quels éléments d'explication mettre dans les feuilles de route qui vont être lues aussi par des bénévoles étrangers plus attirés dans un premier par l'objectif technique.

② Les chantiers réalisés sont-ils à la hauteur des enjeux du territoire : Travail en groupes

Enjeux identifiés par les deux groupes :

- Pas sûr que les enjeux soient toujours posés entre les acteurs ;
- La communication est importante, sous toutes ses formes. Par exemple les visites, rencontres sur sites. Les interchambiers ne peuvent être organisés que là où se trouvent de « grandes associations ».
- Il faut apprendre à composer avec les partenaires, comme les administrations qui nous entraînent à faire des pas de côté : la mobilité, les jeunes de quartiers de la ville, etc.
- Effectuer un travail de qualité : cela relève des associations régionales (i.e. en PACA) qui ont à partager cet objectif entre associations agissant sur le territoire.

Questions subsidiaires :

- o le fait qu'un chantier soit reconduit est-ce un gage de qualité ? Pas forcément, mais une association ne pas être « mauvaise » longtemps...
- o c'est un enjeu qui peut être contractualisé dans une convention avec les partenaires.
- Conventions : certains partenaires peuvent avoir une lecture stricte et conditionner leur soutien final aux critères : nombre de bénévoles, résultats techniques... Il est préférable d'avoir des objectifs construits ensemble (i.e. jeunes locaux).
- Les impacts économiques sur le commerce local sont moins interrogés qu'auparavant par les partenaires.

Données statistiques - Pistes d'analyses :

Productions d'Observo :

Elles servent à des présentations aux partenaires.

Mais elles doivent servir aussi à l'interne à de l'analyse et se donner des objectifs de qualité.

✓ Travailler sur une analyse plus fine du nombre d'actions effectuées avec des ados / avec des adultes. (NB : si le nombre de chantiers avec des ados équivalait celui avec des adultes, pas sûr que le taux de participation soit meilleur !

Exclure les chantiers « mixtes » avec adultes et ados ensemble.

- ✓ p 6 à revoir
- ✓ Il serait pertinent de distinguer les actions selon leur durée : 1, 2, ou 3 semaines.
- ✓ p 7 : liste des actions court terme : extraire une analyse par action
- ✓ p 10 - localisation des actions chantiers : faire une présentation selon ados / adultes aussi
- ✓ p 11 : enlever les mégapoles
- ✓ Département : français en France et partant à l'étranger : faire des extractions par association.

RECAP 2019	DRJSCS		Pôle Ville		DRAC		DREAL		autres		Conseil régional		Cons. Depts		EPCI	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Nouvelle Aquitaine 103 sessions (89 en 2018)	53 737	60 000	0	0	97 714		11 500		2 290		180 787	236 000	93 357		138 583	
Auvergne Rhône Alpes sessions (88 en 2018)	97 700	98 800	0	0	39 321	39 300	10 300	10 100	77 810	54 740	0	0	65 782	60 140	181 595	205 714
Ile de France 31 sessions (38 en 2018)	61 000	79 400	16 000	0	98 100	66 550	4 500	2 000	16 500				45 050			62 260
Occitanie > 50 sessions		60 000										60 000				
Hauts de France 50 projets (132 sessions)	80 000				40 000							70 000				
PACA 79 sessions (85 en 2018)	114 500	127 300	0	0	96 200	117 300	6 300	2 000				183 400		60 825		345 825
PAYS DE LA LOIRE (12 sessions en 88)	14000		0	0	3 000											

Chiffres en rouge : montant approximatif